



HAL
open science

**La 'Belle-Epoque' du mouvement de la paix à Paris, à la
veille de la Grande Guerre : discours et pratiques
pacifistes et antimilitaristes pendant les guerres
balkaniques de 1912-3**

Nicolas Pitsos

► **To cite this version:**

Nicolas Pitsos. La 'Belle-Epoque' du mouvement de la paix à Paris, à la veille de la Grande Guerre : discours et pratiques pacifistes et antimilitaristes pendant les guerres balkaniques de 1912-3. Maria Manuela Tavares Ribeiro, Maria Fernanda Rollo, Isabel Maria Freitas Valente. *Pela Paz ! For Peace ! Pour la Paix ! (1849-1939)*, Peter Lang, p.27-43, 2015, 9782875742049. hal-03991303

HAL Id: hal-03991303

<https://hal.science/hal-03991303>

Submitted on 15 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Titre : « La ‘Belle- Epoque’ du mouvement de la paix à Paris, à la veille de la Grande Guerre : discours et pratiques pacifistes et antimilitaristes pendant les guerres balkaniques de 1912-3 ».

En mai 1912, Roger Martin du Gard écrivant à Marcel de Coppet au sujet des agitations violentes de l’Action Française, lui confessait déjà que depuis la crise d’Agadir¹, un chauvinisme braillard avait fait irruption au sein du Parlement, et que le peuple de Paris suivait « par millions d’hommes à travers les rues, le samedi soir »² les musiques militaires rétablies par Alexandre Millerand, ministre de la guerre dans le cabinet de Raymond Poincaré. De son côté, le député nationaliste Maurice Spronck proclamait la guerre nécessaire, au nom du darwinisme social, en affirmant que les doctrines du pacifisme rendent les peuples mous et inaptes au progrès tandis que la guerre les fait énergiques et vigoureux³. La France de la Belle Époque est en effet obsédée par le sentiment de décadence brandi comme menace par des nationalistes tels que Maurice Barrès et Paul Bourget qui incitent leurs concitoyens à réagir contre le pessimisme censé avoir envahi selon eux, la société française, en prônant comme remède l’énergie et la vitalité⁴. Ainsi, le bruit des canons dans les Balkans⁵ fait vibrer les cœurs des nationalistes revanchards. Dans le journal *La Lanterne* du 28 octobre 1912, à peine quelques jours après le déclenchement des hostilités dans les Balkans, Maurice-Faure, sénateur et ancien ministre, déplore le fait que « jamais le pacifisme ne fut plus décrié qu’en ces derniers jours. »⁶.

Devant de tels constats consternants, comment parler de la Belle-Epoque du mouvement de la paix ? N’y aurait-il pas un paradoxe voire même un oxymore derrière l’emploi de ce terme ? De même qu’on a employé le concept de Belle-Epoque pour désigner une période de l’histoire française qui à plusieurs égards était tout sauf idéale, celle des années 1900, j’utilise cet euphémisme par rapport à la rupture que l’entrée de la France en guerre en août 1914, implique pour le mouvement pacifiste et antimilitariste en termes d’effondrement et d’effritement. Par ailleurs, malgré la multiplication des manifestations militaristes dans l’espace public et dans les discours politiques, pendant la guerre froide qui s’empare des relations internationales entre la fin du XIXe siècle et le mois d’août 1914, les représentants des mouvements pacifistes et antimilitaristes français⁷ vont fortement réagir à la fois au sujet des guerres balkaniques de 1912-3 et face à la menace d’une guerre européenne qui se profile.

1 Cette crise désigne les tensions diplomatiques entre la France et l’Allemagne en été 1911, résultat des antagonismes opposant les deux pays au sujet de la délimitation de leurs sphères d’influence politique et économique au Maroc.

2 Voir Martin du Gard R., *Journal, I. textes autobiographiques, 1892-1919*, Gallimard, Paris, 1992.

3 Ces discours ont été dénoncés par Jules Blum, « L’ordre et la guerre », *L’Anarchie*, 7 novembre 1912.

4 Sur les rapports entre les discours nationalistes et les discours sur la décadence, voir Becker J.-J., Audoin-Rouzeau S., *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, Sedes, Paris, 1995, p.202.

5 La première guerre balkanique commence en octobre 1912 et oppose une alliance composée de quatre royaumes balkaniques (Bulgarie, Grèce, Monténégro, Serbie) à l’empire ottoman, pour le contrôle de ses possessions européennes. Pour une histoire événementielle de ce conflit, voir Ivetic E., *Le guerre balcaniche*, Il Mulino, Bologna, 2006 et Wiebel E., *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 jusqu’à nos jours*, Ellipses, Paris, 2002.

6 Faure M., « La Guerre des Balkans et le pacifisme », *La Lanterne*, 28 octobre 1912.

7 Parmi les ouvrages consacrés à ces mouvements et écoles de pensée en France, nous pouvons consulter Miller P., *From revolutionaries to citizens, antimilitarism in France, 1870-1914*, Duke University Press, Durham, London, 2002 et Santamaria Y., *Le pacifisme, une passion française*, A. Colin, Paris, 2005.

L'objectif de cette étude, c'est de s'interroger sur les acteurs de ces réactions, les moyens qu'ils ont exploités et mobilisés, leurs motivations, leur perception des rapports entre paix et guerre en général et dans les conflits balkaniques en particulier. Les sources que j'ai explorées afin de répondre à ces questionnements, sont d'une part, la presse française de l'époque, et d'autre part, les rapports de la Préfecture de Police qui relatent l'ambiance des manifestations contre la guerre pendant cette période, organisées en France et surtout à Paris.

Les acteurs majeurs des réactions pacifistes et antimilitaristes pendant les guerres balkaniques de 1912-3 en France

En novembre 1912, et alors que cela faisait déjà un mois que les Monténégrins, les Bulgares, les Grecs, les Serbes se battaient contre les Ottomans dans les Balkans, Paul Richard fit remarquer dans le journal radical *L'Aurore*, que « pour l'instant, c'est en faveur de la paix que chacun s'emploie ; les diplomates dans leurs négociations, les hommes publics dans leurs discours et leurs journaux, les masses ouvrières enfin dans leurs meetings et leurs congrès populaires. Au premier rang de ce mouvement pacifiste ont pris place, il faut le reconnaître les socialistes de tout pays »⁸.

Les socialistes français étaient particulièrement actifs dans ce mouvement et ils participèrent massivement au congrès de Bâle qui fut convoqué en novembre 1912, pour aider les partisans de la IIe Internationale à établir une politique commune face à la montée des tensions diplomatiques qui devenaient palpables et la menace d'une guerre européenne qui se profilait sur arrière plan de complications géopolitiques dans le règlement du conflit se déroulant dans les possessions européennes de l'Empire ottoman. A leurs côtés les syndicalistes de la CGT, les anarchistes, mais aussi le mouvement de la coopération internationale,⁹ se rallièrent pour dénoncer les confrontations militaires, les radicaux¹⁰. L'autre groupe sociopolitique de la Troisième République qui s'est activement engagé pour la paix pendant les guerres balkaniques, était celui des libres penseurs¹¹ alors que de leur côté, les protestants s'y associèrent également. Il faut rappeler à cet égard que le pacifisme a toujours été actif au sein de la communauté protestante française et qu'à la fin du XIXe siècle l'Ecole de Nîmes, nouait des liens avec les Quakers, ces adeptes inconditionnels de la paix en Angleterre et ailleurs dans le monde¹².

En décembre 1912, alors que le spectre de la guerre planait au-dessus du continent européen sur fonds de tensions austro-serbes pour la délimitation des frontières de l'État albanais et l'accès de la Serbie à la mer adriatique, la Ligue des droits de l'homme¹³ organisa une

⁸ Richard P., « Pacifisme socialiste », *L'Aurore*, 22 novembre 1912.

⁹ Voir Gaumont J., « La coopération contre la guerre », *La Revue socialiste*, janvier 1913, p.50.

¹⁰ Le parti radical dont un des principes fondateurs et régisseurs était la défense de la raison et du progrès contre la foi aveugle et la tradition, se prononçait traditionnellement en termes de relations internationales pour le maintien de la paix.

¹¹ Les libres penseurs étaient divisés dans leur réaction à l'égard de la guerre dans les Balkans, certains d'entre eux allant jusqu'à la considérer comme une guerre légitime et juste, en fonction de leurs propres sensibilités idéologiques et de leurs affinités personnelles avec les belligérants. Dans cette perspective le compte rendu de la réunion mensuelle de la Société de l'enseignement populaire positiviste publié dans la *Revue Positiviste internationale* en janvier 1913, est révélateur de ces divergences.

¹² Voir Biondi J.-P., *La mêlée des pacifistes 1914-1945*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2000, p.41. Sur le pacifisme des Quakers, voir Brock P., *Freedom from war : non-sectarian pacifism, 1814-1914*, Toronto University Press, Toronto, 1991.

¹³ «La manifestation pour la paix de la Ligue des droits de l'Homme», *Le Radical*, 16 décembre, 1912.

manifestation pour la paix à l'École des hautes études sociales. Pour sa part, Niade de Platel¹⁴, secrétaire général de la Grande Loge de France, rappela à l'occasion de la fête annuelle de cette association, que dès le début de la guerre des Balkans, il avait adressé à toutes les obédiences maçonniques du monde un appel les conviant à coordonner leurs efforts pour ramener la paix dans les Balkans et s'opposer à l'extension de ce conflit. La réaction pour la paix et contre la guerre n'était pas d'ailleurs seulement une affaire d'hommes, et Mme Lemaître affirma lors d'une réunion à la salle Wagram, que les femmes du Comité contre la loi Berry-Millérand¹⁵, étaient « de tout cœur avec les travailleurs dans leur lutte contre le militarisme. »¹⁶.

A l'heure où Scutari, Andrinople, Gallipoli, connaissaient à nouveau les horreurs de la guerre, après l'armistice du mois de décembre, les pacifistes parisiens se donnaient de nouveau rendez-vous en se réunissant à l'occasion de leur banquet annuel, le samedi 22 février à l'Hôtel Ronceray, 10 boulevard Montmartre. Cette réunion était présidée par le militant laïc et socialiste Gabriel Séailles, professeur d'histoire de la philosophie à la Sorbonne. Il était assisté de nombreuses personnalités, parmi lesquelles nous pouvions croiser les députés de la gauche radicale, Paul Meunier, et Lucien Le Foyer, l'avocat, militant pacifiste, Emile Arnaud, le pacifiste et espérantiste Gaston Moch partisan d'une armée démocratique, et la journaliste, écrivaine et grande féministe Séverine (pseudonyme de Cathérine Rémy)¹⁷. A la veille de cette réunion, dans la salle de l'Union Chrétienne de Jeunes Gens, rue Trévis, le chef du bahaïsme Abdoul Baha Abbas prêchait la concorde universelle. Invité de l'Alliance spiritualiste, il y prononça un sermon dans lequel il préconisa l'alliance des peuples et l'union des hommes. Entouré de notoires spiritualistes français de l'époque tels que Jeanne Beauchamp et Albert Jounet¹⁸, le pacifiste persan parla pendant une heure d'amour, de paix, d'union et de concorde. Il fut écouté, lit-on dans le *Journal*, « religieusement, et nul applaudissement n'interrompit ni ne couvrit sa voix. Aussi bien, Abdoul Baha Abbas prêchait-il devant un public acquis à ses idées. »¹⁹.

Tableau 1 : Liste de conférences et réunions publiques organisées à Paris et dans les banlieues contre la guerre entre le mois de novembre et le mois de décembre 1912²⁰.

| Date | Type de manifestation | Lieu | Affluence (personnes) |
|------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| 8 novembre | Meeting par la section | Salle des Fêtes de la | 300 |

14 «Manifestation maçonnique en faveur de la paix», *Le Radical*, 11 décembre 1912.

15 Cette loi préconisait l'augmentation du service militaire de deux à trois ans.

16 « A la salle Wagram », *La Bataille Syndicaliste*, 18 novembre 1912

17 Voir, « Le banquet de la paix », *Le Radical*, 18 février 1913.

18 Ecrivain mystique français de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, fut vice-président de l'Alliance Spiritualiste fondée par Jeanne Beauchamps en 1910.

19 « Le Persan pacifiste », *Le Journal*, 22 février 1913.

20 Cette liste a été dressée suite à la consultation de la presse quotidienne et des dossiers de la Préfecture de Police relatant les manifestations contre la guerre pendant cette période. Ces dossiers font partie de la série F/7 des Archives Nationales.

| | | | |
|--------------------------|---|--|--|
| | socialiste de Pantin | mairie | |
| 9 novembre | Meeting par le comité intersyndical du 17 ^e arrondissement | Maison des syndiqués, 67 rue Pouchet | 100 |
| 9 novembre | Meeting par le comité intersyndical du 18 ^e arrondissement | Salle Grangier, 20, rue Ordener | 200 |
| 12 novembre | Meeting du comité d'entente des jeunes syndicalistes | Salle de la Bellevilloise, 23, rue Boyer | (n.d.) |
| 13 novembre | Meeting de la Fédération communiste anarchiste | Sociétés Savantes | 600 |
| 14 novembre | Conférence par Sébastien Faure | Salle du Bijou-Concert, 37, faubourg du Temple | 350 |
| 15 novembre | Meeting du Parti socialiste Meeting du Parti socialiste | Levallois-Perret Théâtre municipal de Saint-Denis | 400 500 |
| 17 novembre | Manifestation organisée par la Fédération socialiste de la Seine | Pré Saint-Gervais | entre 10.000 et 14.000 selon la Police 100.000 d'après le journal <i>L'Humanité</i> |
| 17 novembre | Conférence par Francis Delaisi | Ecole des Hautes Etudes Sociales | 250 |
| 18 novembre | Meeting de la CGT | Salle Wagram | (n.d.) |
| 25 novembre | Congrès extraordinaire de la CGT | Salle de Bellevilloise | 1000 |
| 1 ^{er} décembre | Réunion de la section de St-Maur du PS | Préau des écoles d'Adamville | 220 |
| 1 ^{er} décembre | Réunion par le syndicat | Salle de l'Avenir de | 180 |

| | | | |
|-------------|---|--|--------|
| | des ouvriers de ligne PTT | Plaisance, 13, rue Niepce | |
| 5 décembre | Réunion des groupements de Bagnolet, PS et Coopérative | salle du Cinéma, 16 avenue du Centenaire, Bagnolet | 250 |
| 5 décembre | Réunion par le syndicat de la chaussure, | salle des trois pavillons, rue Bolivar, 39 | 50 |
| 5 décembre | réunion par la Chambre syndicale ouvrière des limonadiers, restaurateurs, bouillonneurs de la Seine | salle Jules, 6 bvd magenta | 80 |
| 6 décembre | Conférence de Lucien Le Foyer | Paris | (n.d.) |
| 6 décembre | Conférence par Sebastien Faure | Salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton | 350 |
| 8 décembre | Meeting | Grande Loge de France | |
| 10 décembre | Réunion de l'Union syndicale des charpentiers en bois | Salle Ferrer à la Bourse du Travail | 200 |
| 12 décembre | Réunion du syndicat du bâtiment | Salle de l'Egalitaire, 17 rue Sambre-et-Meuse | 200 |
| | Meeting par le syndicat des ouvriers lithographes | Maison Communale, 49, rue de Bretagne | 400 |
| 13 décembre | Meeting de la Ligue des Droits de l'Homme | Ecole des Hautes Etudes Sociales | 200 |
| 13 décembre | Réunion organisée par l'Union des Métaux, | Place de l'Eglise à Vitry | 90 |

| | | | |
|-------------|--|--|--|
| | section de Vitry Réunion du syndicat des ouvriers coiffeurs | Salle des Grèves, Bourse centrale du Travail | 120 |
| 14 décembre | Conférence organisée par le comité intersyndical | Saint-Ouen | 190 |
| 14 décembre | Réunion de l'Union corporative des ouvriers mécaniciens Réunion du syndicat des cochers et chauffeurs | Salle des fêtes de la Bellevilloise Bourse du Travail | 450 1600 |
| 15 décembre | Meeting par l'Union des Syndicats de la Seine | Maison des Fédérations, 33 rue de la Grange-aux-Belles | 1000 |
| 15 décembre | Réunion par la 16 ^e section du PS | salle Rigoutat, 46, rue de la Pompe | 75 |
| 15 décembre | Réunion par le groupe St Fargeau du PS | Au préau des écoles de la rue Bretonneau | 90 |
| 15 décembre | Conférence par le PS et la jeunesse socialiste de Saint-Ouen | Saint-Ouen | 350 |
| 15 décembre | réunion par le syndicat du personnel de la Cie parisienne de tramways | salle du Casino du 13 ^e , 190 av. de Choisy | 180 |
| 16 décembre | Réunion par le PS | place des Trois Communes à Romainville | 62 |
| 16 décembre | Meetings de l'Union des Syndicats de la Seine (Paris) | 49, rue de Bretagne 76, rue Mouffetard 157, fbg St-Antoine 117, bvd de l'Hôpital 111, rue du Château 67, rue Pouchet 18, rue Cambronne 20, rue Ordener et 135 rue Damrémont | 450 400 750 450 300 900 500 470 |

| | | | |
|-------------|---|---|--|
| | | 17, rue Sambre et Meuse | 900 |
| | | 23, rue Boyer | 1400 |
| 16 décembre | Meetings de l'Union des Syndicats de la Seine (banlieues) | Boulogne Asnières Levallois Clichy Nogent-Le Perreux Saint-Ouen Saint-Denis Pantin-Aubervilliers Villejuif Montreuil | 350 200 1000 500 180 300 1500 250 250 400 |

Les moyens mobilisés dans le cadre des réactions contre les guerres balkaniques

En dehors de ces réunions, la société française était également mobilisée dans le cadre de rassemblements, à l'instar de celui au Pré-Saint-Gervais en novembre 1912²¹, où les manifestants socialistes, anarchistes, syndicalistes unirent leurs voix pour protester contre la guerre. Afin de rendre cet événement plus visible dans l'espace public, le comité de rédaction de *l'Humanité* décida de promener dans Paris des autos portant des pancartes où l'on pouvait lire le slogan suivant : «Demain, à trois heures, au Pré-Saint-Gervais, démonstration socialiste internationale contre la guerre. Rendez-vous à tous les amis de la paix.»²². Quelques jours plus tard, tandis qu'à Bâle, se tenaient les assises socialistes internationales contre la guerre²³, la CGT qui à cette époque avait rompu toutes relations avec le Parti socialiste unifié²⁴, convoqua sur les hauteurs de Belleville²⁵, un congrès extraordinaire avec le même sujet à l'ordre du jour. Malgré les différentes sensibilités idéologiques représentées, le congrès se prononça en faveur de l'organisation d'une grève générale. Cette décision divisa le mouvement pacifiste et antimilitariste. Elle a été contestée par la Fédération protestante²⁶ et les chrétiens libéraux qui privilégiaient eux, l'organisation de prédications comme moyen de manifester en faveur du maintien de la paix. La convocation d'une grève générale²⁷ révéla également les divergences idéologiques entre le Parti socialiste unifié et les syndicalistes. Albert Thomas²⁸ sans vouloir ouvertement sous-estimer ou complètement invalider ce moyen de réaction, qui aurait

21 Il s'agit de la manifestation du dimanche 17 novembre, jour de protestation paneuropéenne contre la guerre.

22 «Des Autos dans les faubourgs», *L'Humanité*, 17 novembre, 1912.

23 Ce congrès s'est tenu à Bâle entre le 24 et le 25 novembre 1912.

24 Cette rupture remonte à l'élaboration de la charte d'Amiens de 1906, qui établit le principe de l'autonomie des syndicats à l'égard des partis politiques.

25 «La CGT contre la guerre», *L'Aurore*, 25 novembre 1912.

26 «Par rapport à la grève de la CGT», *Le Protestant*, 21 décembre 1912.

27 Depuis le congrès d'Amiens (1906) la lutte contre le militarisme faisait partie de la politique officielle de la CGT. Pour une typologie des sensibilités idéologiques au sein du mouvement syndicaliste et socialiste français, voir, Fiechter J.-J., *Le socialisme français de l'Affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Droz, Genève, 1965, Angenot M., *L'antimilitarisme : idéologie et utopie*, Université McGill, Montréal, 2001 et Cohen Y., «L'antimilitarisme des jeunesses avant 1914», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1989, n° 16, pp.42-48.

28 Thomas A., «A l'opinion», *L'Humanité*, 16 décembre 1912.

mobilisé selon les estimations du journal *le Libertaire* environ 600 000 grévistes²⁹, affirma que les socialistes préféraient s'adresser à l'opinion toute entière. Cette critique modérée exprimée par Albert Thomas, ne fit toutefois pas l'unanimité parmi les socialistes et lors de leur congrès national convoqué à la veille du rassemblement à Bâle, la motion d'Edouard Vaillant³⁰, l'ancien communard, préconisa pour empêcher la guerre, tous les moyens, y compris l'organisation de la grève générale et l'insurrection. Cette motion fut, ainsi que nous renseigne un des rapports adressés à la Préfecture de Police, «combattue par les Guesdistes, par opposition systématique à la CGT, qui favorise les mêmes moyens, et aussi pour faire pièce aux Jauressistes. »³¹. Jules Guesde croyait en effet qu'une fois la guerre éclatée, il serait déjà trop tard. Le problème n'était pas selon lui pas de savoir ce qu'on ferait alors, mais bien ce qu'il faudrait faire pour éviter d'en arriver là. De surcroît, contrairement aux antimilitaristes de la CGT ou son camarade au sein du PSU, Gustave Hervé, Guesde estimait que loin de favoriser une insurrection, la déclaration de guerre la rendrait impossible.

En ce qui concerne la prévention du conflit dans les Balkans ou sa résolution, les pacifistes et antimilitaristes français partageaient les principes de l'arbitrage de la cour de La Haye et du fédéralisme. Sévérine, écrivant au lendemain du déclenchement des hostilités en Macédoine ottomane, reprocha aux royaumes balkaniques, de n'avoir pas recouru à la juridiction de la Haye³². À la veille de la Grande Guerre, et alors que le droit international était bafoué à l'occasion des plusieurs opérations coloniales, telle que l'expédition italienne en Tripolitaine ottomane³³, certaines personnalités au sein de la société française, Constant d'Estournelles en tête, prix Nobel de la paix en 1909, œuvraient contre le recours à la force et en faveur de l'arbitrage pacifique pour la résolution des différends entre pays³⁴.

Lors du congrès du parti socialiste à Paris en 1910, Jaurésistes et Guesdistes s'étaient mis d'accord en vue de consolider la paix européenne, à ne pas négliger la voie offerte par le Tribunal international de la Haye. La motion présentée par Jaurès dans ce congrès, se terminait par un appel à la lutte pour poursuivre le désarmement simultané des nations et la substitution aux armées permanentes, instruments d'invasion et de conquête, de milices nationales, simples forces défensives. Le leader socialiste insistait sur la nécessité de la démocratisation de l'armée et de l'appareil militaire, sans pour autant prévoir leur suppression

29 Maréchal E., «La guerre impossible», *Le Libertaire*, 21 décembre 1912.

30 Il s'agit d'une motion présentée par Édouard Vaillant, ancien communard et chef de file du parti socialiste unifié au sein duquel il prône une action simultanée entre le parlementarisme et le syndicalisme, entre la grève générale et le socialisme municipal.

31 *Archives Nationales*, F/7/13069, Paris, le 23 novembre. Comme le fait remarquer Jean-Jacques Fiechter, contrairement à Gustave Hervé et à tous ceux qui soutiennent au sein du parti socialiste l'idée d'une insurrection, Jules Guesde estime que la déclaration de guerre loin de favoriser une telle évolution, la rendrait impossible. Voir Fiechter J.-J., *op.cit...*, p.156.

32 Sévérine, «Malfaiteurs publics», *Gil Blas*, 20 octobre 1912. La Cour permanente d'arbitrage de la Haye a été constituée en 1899. Pour une généalogie des institutions pacifistes au XIXe siècle, voir Angenot M., *op.cit...*, p.5.

33 Il s'agit du conflit militaire opposant l'empire ottoman au royaume d'Italie, du 29 septembre 1911 au 18 octobre 1912, suite aux visées impérialistes italiennes sur les provinces ottomanes de Tripolitaine et de Cyrénaïque.

34 Sur les engagements pacifistes de Paul d'Estournelles de Constant, voir Barcelo L., *Paul d'Estournelles de Constant, prix de la Paix 1909 : l'expression d'une idée européenne*, L'Harmattan, Paris, 1995.

absolue revendiquée par une partie des syndicalistes et les antimilitaristes les plus intransigeants.

D'autre part, en février 1913 et alors que le siège d'Andrinople par l'armée bulgare était en pleine évolution, Jean Jaurès invita les belligérants à soumettre le destin de cette ville au Tribunal de la paix, et se dépêcher en même temps de jeter les bases « d'une fédération balkano-turque qui rendrait plus aisées les répartitions de territoire et qui pourrait créer à l'orient de l'Europe et dans la Turquie d'Asie une admirable puissance de civilisation et de progrès. »³⁵. Le fondateur du journal *L'Humanité* réitérait dans ces propos, un projet cher à ses camarades dans les Balkans que la guerre de 1912 avait torpillé, à savoir la réalisation d'une république fédérale ou d'une fédération républicaine³⁶ des Etats balkaniques, comprenant l'Empire Ottoman. Une proposition alternative à la vision fédéraliste des socialistes était celle esquissée par la Délégation permanente des sociétés françaises de la paix. Celle-ci se prononçant sous la direction du pacifiste et ancien député radical de Paris, Lucien Le Foyer, sur une solution satisfaisante et durable du conflit, mettait en avant le principe selon lequel, les populations avaient le droit de disposer librement d'elles-mêmes tout en préconisant que l'avenir des Balkans était dans la formule suivante : « 'Les Balkans aux Balkaniques' mais à tous les Balkaniques Bulgares, Serbes, Monténégrins, Albanais, Turcs, selon leur répartition territoriale. »³⁷. Il s'agit d'une déclaration qui se rapprochait de la motion présentée par le journaliste pacifiste Jean Pélissier, au XIXe Congrès universel de la Paix tenu à Genève en septembre 1912. En vue d'éviter qu'une guerre n'éclatât dans les Balkans, Jean Pélissier proposait que l'empire ottoman établisse en Albanie, en Macédoine et dans les îles de l'Archipel, un régime de décentralisation et d'autonomie, seul moyen selon lui d'assurer d'une façon définitive le maintien de la paix³⁸. Enfin, le journal des chrétiens démocrates, publiait en novembre 1912, un texte cosigné par Henri La Fontaine et Charles Gobat, président et directeur du Bureau International de la Paix, dans lequel les deux personnalités du mouvement pacifiste, proposaient dans un projet influencé par les idées saint-simoniennes, de « faire de l'Orient européen une fédération de peuples libres voués à l'industrie et au commerce ; élever Constantinople à la dignité d'une métropole mondiale, vaste carrefour où viendraient suite au développement des voies ferrées construites avec la collaboration des capitaux de toutes provenances, fraterniser les hommes d'Europe, d'Asie et d'Afrique. »³⁹.

Se prolongeant dans les Balkans au printemps 1913, la guerre fut à l'origine de nouvelles interrogations et préoccupations quant à ses potentielles complications. Dans un tel contexte d'incertitude, Gaston Calmette relata dans *Le Figaro*, des faits alarmants et inquiétants en précisant que toutes les armées européennes se mobilisaient⁴⁰. En pleine période de confrontations militaires dans les Balkans, et sur fonds de montée des passions militaristes au

35 Jaurès J., « Faites la paix ! », *L'Humanité*, 11 février 1913.

36 «Le prolétariat contre la guerre», *La Revue socialiste*, décembre 2012. Sur le projet de la création d'une Fédération balkanique à la veille des guerres balkaniques, voir Perivolaropoulou N., «La fédération balkanique comme solution des problèmes nationaux : le projet social-démocrate (1909-1915), *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1994, n° 35, pp.29-35.

37 « Pour la paix », *Le Radical*, 22 novembre 1912.

38 Voir Pélissier J., *Dix mois de guerre dans les Balkans*, Paris, 1914, p.6.

39 Gobat A., La Fontaine H., « Le Bureau International de la Paix et la guerre balkanique », *La Démocratie*, 13 novembre 1912.

40 Voir Calmette G., « La situation », *Le Figaro*, 20 mars 1913

cœur du continent européen, les débats autour de la loi des trois ans et l'accroissement des dépenses militaires divisèrent la société française et ramenèrent au souvenir des contemporains, l'affaire Dreyfus et le rôle de l'armée dans celle-ci. Les intellectuels participèrent de nouveau aux discussions publiques et ceux qui s'opposaient à la prolongation de la durée du service militaire se réunirent au manège du Panthéon en mars 1913. Lors de ce meeting placé sous la présidence de Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne, prirent également la parole, le pacifiste Francis de Pressensé, Paul-Hyacinthe Loyson, directeur de la Ligue des Droits de l'Homme, l'historien Charles Seignobos, le sociologue Émile Durkheim, Eugène Gley professeur au Collège de France et Louis Lopicque professeur au Muséum. L'engagement dreyfusard de ces intellectuels n'échappa pas aux commentaires des journaux de l'époque et si la *Bataille syndicaliste* se réjouissait de la reconstitution de cette alliance⁴¹, le journal de la droite nationaliste et antisémite, *la Croix* y déplorait la reconstitution du bloc de la France dreyfusienne⁴². Pourtant tous les pacifistes ne s'opposèrent pas à la loi des trois ans et le théoricien du solidarisme, Léon Bourgeois, déclara qu'il voterait la loi de 3 ans si elle était reconnue indispensable pour la sécurité du pays⁴³.

Outre l'espace public arpenté par les individus-manifestants, il y a aussi l'espace public tissé et constitué par les communautés imaginaires⁴⁴ lisant la presse ou assistant à une projection cinématographique. Ainsi, l'article, le cliché photographique publiés dans les journaux et dévoilant les effets dévastateurs des opérations militaires⁴⁵, la caricature dessinant l'aspect macabre de la guerre, le film mettant en scène ses effets ravageurs⁴⁶, étaient autant de supports médiatiques véhiculant des discours pour la paix. Maurice-Faure, sénateur de la gauche radicale dans la Drôme, qualifia de boucherie les abominables tueries se déroulant dans l'Orient en commentant dans le journal *La Lanterne* que si les pacifistes voulaient rétorquer aux railleries de leurs adversaires leur reprochant d'avoir été impuissants à prévenir le conflit, quel meilleur argument pour eux contre la guerre que «la vue quotidienne des atrocités qui font couler des torrents de sang aux frontières de la Turquie.»⁴⁷.

Les motivations derrière les réactions contre la guerre

La cruauté et l'absurdité de la guerre étant dévoilées par les médias de la République, les motivations des citoyens français qui s'engagèrent dans leurs discours et actes publics contre les conflits balkaniques, pourraient se classer en deux grandes catégories. Il s'agit d'une part des réactions motivées par la dénonciation de la nature de ces conflits et d'autre part des réactions nourries par la crainte des conséquences de cette guerre.

41 «Un meeting d'intellectuels», *La Bataille Syndicaliste*, 12 mars 1913.

42 Didier J., «Pour la patrie», *La Croix*, 4 avril 1913.

43 « Le 8^e Congrès de la Paix », *La Lanterne*, 12 mai 1913.

44 Sur la définition des lecteurs d'un journal en tant que communauté imaginaire, voir Anderson B., *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, London, 1991.

45 La série des photos publiées dans *l'Illustration* entre le mois de mars et le mois d'août 1913, montre au public parisien des clichés de cadavres abandonnés sur les champs de bataille.

46 La Société des Etablissements Gaumont ou la Société Savoia Film envoient des opérateurs sur place et offrent aux spectateurs parisiens, consommateurs gourmands de toute actualité sensationnelle, des séquences de ces conflits.

47 Faure M., «La guerre des Balkans et le pacifisme», *La Lanterne*, 28 octobre 1912.

Tout d'abord, la déclaration de la guerre de la part des quatre royaumes balkaniques contre l'empire ottoman était considérée par la majorité des pacifistes et antimilitaristes, comme un acte illégitime et agressif. À côté de son caractère illégitime, la guerre proclamée par les Alliés balkaniques contre l'empire ottoman, était également considérée comme une campagne impérialiste par tous ceux qui en France, voyaient dans sa présentation en tant que croisade de la part des souverains balkaniques⁴⁸, une volonté d'instrumentalisation de la religion en vue de mener à bien leurs projets d'expansion territoriale. Cette approche-interprétation de la nature du conflit et des motivations des alliés était éloquemment énoncée sur les affiches apposées aux murs de Paris et de la banlieue par la fédération de la Seine du parti socialiste qui dénonçait derrière le conflit militaire dans les Balkans «des intérêts financiers, des intrigues dynastiques, le fanatisme religieux et le chauvinisme bestial.»⁴⁹. Le cléricalisme était déjà associé dans les esprits de certains pacifistes au militarisme, et cela depuis au moins la répression sanglante de la Commune de Paris. Cette association s'était répandue dans toute la gauche républicaine pendant l'affaire Dreyfus, désignant plus concrètement les manœuvres antirépublicaines de la caste militaire, les complots fomentés par des officiers réactionnaires en synergie avec les ligues nationalistes et les représentants du clergé contre les droits de l'homme et le régime républicain.

En dehors de cette perception de la guerre des Balkans comme une alliance entre l'Armée et l'Église, l'autre raison qui suscita des réactions auprès d'une partie des pacifistes et antimilitaristes c'était sa représentation comme guerre patriotique par les quatre alliés. Au moment du déclenchement de la Première Guerre Balkanique en octobre 1912, la société française était agitée par des débats autour de la notion du patriotisme. Celui-ci donnait lieu à des réactions diverses et variées allant de son simple rejet par les libertaires qui dénonçaient dans leurs journaux le mensonge des patries qu'ils considéraient comme le résultat d'une construction sociale et étatique⁵⁰ jusqu'à son acceptation inconditionnelle par les adeptes d'une droite nationaliste. Entre ces deux approches du patriotisme, s'affichait une définition plus nuancée, proposée par des instituteurs. Ceux-ci précisèrent dans leur réponse au ministre radical nantais Gabriel Guist'hau les traitant d'antipatriotes, qu'ils enseignaient «un patriotisme réglé par le sentiment de la justice et le respect du droit d'autrui, celui des grands ancêtres de la Révolution Française»⁵¹ dénonçant en même temps «comme dangereux pour la sécurité nationale, le chauvinisme étroit, jaloux, agressif, et repoussant en même temps, le nationalisme intéressé des brasseurs d'affaires.»⁵².

Selon leurs détracteurs leur définition du patriotisme se rapprochait plutôt du discours des syndicalistes qui affirmaient que les travailleurs n'avaient pas de patrie et qu'en conséquence toute guerre n'était qu'un attentat contre la classe ouvrière, un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications. D'autres composantes du mouvement pacifiste, comme par

48 Les rois des quatre pays alliés avaient présenté leur déclaration de guerre contre le sultan, comme étant motivée par leur volonté de délivrer les populations chrétiennes de l'oppression ottomane.

49 «La Fédération de la Seine va faire apposer sur les murs de Paris et de la banlieue», *L'Humanité*, 26 octobre 1912.

50 Bessedé G., «Le mensonge patriotique», *Le Libéraire*, 12 octobre 1912.

51 *Archives Parlementaires*, 1912, n°430, séance du 15 novembre 1912 sur la question des instituteurs, de la laïcité, de l'antimilitarisme, du patriotisme, « Intervention de M. Roux-Costadau », p.95.

52 *Ibid.*

exemple la gauche radicale d'Emile Combes ou de Georges Clémenceau n'étaient pas prêtes à adhérer à ce discours et restaient patriotes, tout comme au sein du parti socialiste, les Guesdistes et les Jauressistes. Leurs seuls alliés dans cette formation politique, était les partisans de Gustave Hervé. Pourtant, celui-ci aussi avait évolué en 1912 dans sa conception du patriotisme, laissant présager son retournement de veste d'août 1914 quand il affirmait que « s'il faut se battre, on se battra, on n'est pas des pacifistes bêtards ; mais on ne se battra pas pour les patries capitalistes actuelles ; on se battra dans tous les pays pour essayer de fonder la République sociale des Etats-Unis d'Europe. »⁵³.

La deuxième grande catégorie de raisons derrière les réactions contre la guerre, était celle motivée par la crainte des conséquences au niveau de la question sociale et des intérêts français.

Évoquant les conséquences néfastes pour la question sociale des conflits militaires, Marcel Cachin, écrivait au lendemain de la conquête de la ville ottomane d'Andrinople (Edirne) par les Bulgares en mars 1913, dans un article intitulé « Pour la paix », que quand les peuples font le bilan de leurs conflits, des dépenses qui les préparent ainsi que de leurs conséquences financières, « ils s'aperçoivent que les vainqueurs ont perdu autant que les vaincus. Parfois même ce sont les premiers qui sont le plus cruellement frappés. »⁵⁴. Et il cita l'exemple de l'Angleterre victorieuse qui a plus souffert de la guerre du Transvaal que les Boers écrasés, ainsi que celui des japonais payant cher leurs victoires de Mandchourie, « puisqu'ils sont depuis lors, le peuple le plus imposé du monde. »⁵⁵.

Si les socialistes étaient particulièrement préoccupés par les répercussions négatives de la guerre sur les droits et les conditions de vie de la classe ouvrière, Edmond Théry, président de l'Association de la presse économique et financière, s'inquiétait plutôt des conséquences des guerres balkaniques et de la guerre en général sur l'économie française. Ainsi, constata-t-il qu'au cours des deux semaines précédant la déclaration de la guerre par le Monténégro contre l'empire ottoman, l'ensemble des valeurs mobilières de l'Europe avait baissé de 30 à 35 milliards de francs et sur cette baisse, la part de la France a été d'environ 4 milliards. Afin d'expliquer ce phénomène, il affirma que « tout l'édifice public de la civilisation, du progrès social et du bien-être humain repose aujourd'hui sur le crédit public, et que le crédit public est la chose la plus fragile qu'il soit au monde. »⁵⁶.

Conclusion

Ainsi, en guise de conclusion on pourrait dire qu'étudier les manifestations des mouvements pacifiste et antimilitariste en France pendant le dernier grand conflit précédant la grande Guerre, nous permet d'une part, de se rendre compte de leur diversité, pluralité et vivacité. Cela nous introduit aussi d'autre part, aux orientations divergentes que chacun a empruntées face à des questions épineuses soulevées par les campagnes pour la paix. On pourrait en retenir au moins trois grandes catégories : la question de la position face à la guerre, rejet total

⁵³ Hervé G., « Avertissement : la paix ou gare la casse ! », *La Guerre Sociale*, 20-26 novembre 1912.

⁵⁴ Cachin M., « Pour la paix », *L'Humanité*, 30 mars 1913.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Théry E., « Conséquences économiques et financières pour l'Europe de la guerre balkanique », *Le Progrès de Lyon*, 25 octobre 1912.

et absolu de toute idée de recours à la violence ou acception de celui-ci dans des circonstances précises et sous des conditions préalables ; la question du patriotisme et de la définition d'une guerre comme patriotique ; la question des moyens à mobiliser et exploiter pour le maintien de la paix, avec ces deux pratiques dominantes de l'arbitrage international et de la grève générale. Ces questions ont dessiné et redessiné les frontières entre le mouvement pacifiste et le mouvement antimilitariste dans la société française de l'avant la Première Guerre Mondiale. Elles ont aussi contribué à nuancer et à décliner davantage les différentes sensibilités exprimées au sein de chaque mouvement. On retrouve d'ailleurs toutes ces préoccupations et contradictions jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale et je dirais que ces débats n'ont jamais cessé d'exister et perdurent jusqu'à nos jours dans le cadre de situations conflictuelles dans lesquelles les mouvements pacifiste et antimilitariste sont amenés à se prononcer et à prendre position. Adresser ces débats, nous aide enfin à mieux comprendre comment tout va basculer un soir d'été, quand deux coups de pistolet, l'un sur une rue de Sarajevo, l'autre devant le Café du Croissant⁵⁷ mettront fin à la Belle Epoque du mouvement de la paix à Paris, en France et en Europe.

57 C'est le nom du café où Jean Jaurès fut assassiné le 31 juillet 1914.